



ACCORD-CADRE DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

n° 25SRV25

Acheteur

Vallée Sud - Grand Paris (92)

Adresse : 28 rue de la Redoute 92260 FONTENAY-AUX-ROSES

Téléphone : +33 0186631162

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Président

Objet de l'accord-cadre

Réception et traitement des déchets mêlés, verre, gravats, déchets équipement d'ameublement et bois

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales.....	4
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande.....	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande.....	4
1.4 Durée de l'accord-cadre.....	4
1.5 Prolongation des délais d'exécution.....	4
1.6 Reconduction anticipée de l'accord cadre	5
1.7 Sous-traitance	5
2. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	5
3. Forme des notifications et informations au titulaire	6
4. Prix - Variation du prix.....	6
4.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre	6
4.2 Variation du prix.....	6
5. Retenue de garantie	7
6. Avance	7
6.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance	8
6.2 Modalités de règlement de l'avance.....	8
6.3 Modalités de remboursement de l'avance.....	8
7. Règlement des comptes au titulaire	8
7.1 Modalités de règlement du prix.....	8
7.2 Délais de paiement.....	10
7.3 Intérêts moratoires.....	10
7.4 Règlement en cas de groupements économiques	10
8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	10
8.1 Conditions d'exécution des prestations.....	10
8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande.....	11
8.3 Documents fournis après exécution.....	11
8.4 Modalités d'intervention dans les locaux de l'acheteur.....	Erreur ! Signet non défini.
8.5 Modification de l'accord-cadre	11
8.6 Prestations supplémentaires ou modificatives	11
9. Réexamen.....	11
9.1 Evolution de la réglementation.....	11
9.2 Disparition ou évolution d'un indice de révision de prix	12

9.3	Modification des prestations prévues au bordereau des prix unitaires	13
10.	Respect des principes de laïcité et de neutralité	13
11.	Constatation de l'exécution des prestations	18
11.1	Opérations de vérification et décisions	18
11.2	Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	18
12.	Pénalités	18
13.	Reprise du personnel	14
14.	Garanties	20
15.	Assurances	20
16.	Différends	20
17.	Dispositions en cas d'intervenants étrangers	20
18.	Résiliation de l'accord-cadre	20
18.1	Résiliation pour faute.....	21
18.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	21
19.	Dérogations aux documents généraux.....	21

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur la réception et traitement des déchets mêlés, verre, gravats, déchets équipement d'ameublement et bois.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP.

1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS. Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées par courriel.

1.4 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

1.5 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

1.6 Reconduction anticipée de l'accord cadre

Lorsque le montant ou volume maximum fixé à l'acte d'engagement pour une période est atteint avant le terme de la période d'exécution en cours, l'acheteur peut prendre la décision de reconduire l'accord-cadre de manière anticipée.

Cette décision met fin à la durée de la période d'exécution en cours et déclenche, de manière anticipée, la période d'exécution suivante.

La date de reconduction anticipée marque alors le point de départ :

- de la durée de la période d'exécution définie par l'acte d'engagement ;
- de la prise en compte du volume maximum fixé pour cette nouvelle période.

Pour l'application de la clause de révision des prix, la date de reconduction anticipée se substitue à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre ou, le cas échéant, à la date de la précédente reconduction anticipée.

La décision de reconduction anticipée est notifiée au titulaire par l'acheteur par courrier avec accusé de réception et précise :

- la date d'effet de la reconduction anticipée ;
- la date d'échéance de la période ainsi reconduite ;
- la date de référence pour le calcul de la révision des prix.

1.7 Sous-traitance

Le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de cet accord-cadre dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, l'acheteur exige que certaines tâches essentielles de l'accord-cadre soient effectuées directement par le titulaire.

Les tâches concernées sont les suivantes :

- la réception des déchets concernés par ce marché
- le traitement des déchets mêlés

2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.
- Le bordereau des prix unitaires.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seule foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4. Prix - Variation du prix

4.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

4.2 Variation du prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

4.2.1 Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes la première année et révisables au terme de la première année d'exécution de l'accord-cadre. La révision est applicable à l'ensemble des prix.

Les modalités et les conditions dans lesquelles s'effectue la révision sont les suivantes :

Cette révision interviendra à la hausse ou à la baisse, une fois par an, à la date anniversaire du marché. Pour ce faire, il sera fait application de la formule de révision suivante :

$$P1 = P0 [0,15 + (0,85 \times I1 / IO)]$$

P1 = prix révisé

P0 = prix du marché à la date de notification

IO = Index ICHT-E dont la référence est l'indice publié le mois de la réception des offres tel

qu'il figure dans le règlement de la consultation du marché.

I1 = Index ICHT-E dont la référence est le dernier indice publié au mois de la révision des prix
Index ICHT-E = indice du coût horaire du travail dans le secteur de l'eau, l'assainissement, déchets, dépollution, base 108,4 en Trimestre 1 2024.

L'indice ICHT-E est publié à intervalles réguliers sur le site Internet du Moniteur.

Il est précisé que le coefficient de révision comporte 3 décimales et est arrondi au millième supérieur.

Modalités de transmission de la demande de révision :

Au plus tard, deux mois avant la date anniversaire du contrat, le titulaire adresse par courrier au pouvoir adjudicateur, à l'attention de la Direction de l'environnement, la valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision de prix susmentionnée accompagné du BPU révisé. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception complète de la demande pour refuser la révision. Au-delà de ce délai la révision sera considérée comme acceptée (sauf en cas de non-respect de la clause de sauvegarde).

Il est rappelé qu'il n'est procédé qu'à une seule révision par année d'exécution du marché. Il est également précisé que la révision ne s'appliquera que sur les prix suivants la transmission des prix nouveaux après validation et qu'elle ne peut avoir d'effet rétroactif. Si les nouveaux prix ne sont pas transmis avant la date limite indiquée au présent article (au plus tard deux mois avant la date d'anniversaire), les prix du marché resteront identiques à ceux de l'année écoulée jusqu'à la prochaine échéance.

Conformément au décret 2016-33 du 20 janvier 2016, pour être acceptée, la demande de révision ou la facture devra être accompagnée du calcul de révision pour les prix le cas échéant et comporter :

La référence du marché, le cas échéant, des avenants et décisions de poursuivre,

Le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la révision et/ou de l'actualisation du prix,

Le montant Hors Taxes des différentes sommes faisant l'objet de la révision et/ou de l'actualisation de prix,

Le(s) coefficients de révision accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination,

Le taux et le montant de TVA sur l'actualisation et/ ou révisions,

Le montant Toutes Taxes Comprises de la (des) revalorisation(s)..

Clause de sauvegarde

Les prix sont fermes la première année. Pour les années suivantes l'évolution des prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation du prix initial (prix à la remise des offres) supérieure à 2% pour toute la durée du marché (reconductions comprises). En cas de dépassement, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché sans indemnité avec un préavis de 4 mois.

5. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

6. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans

l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire, ou le sous-traitant, est une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 10 %.
- Lorsque le titulaire, ou le sous-traitant, n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

6.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

6.2 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie.

La remise de cette garantie à première demande ou de la caution le cas échéant doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution de l'accord-cadre ou de la tranche.

6.3 Modalités de remboursement de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$\begin{aligned} &\text{Montant du remboursement} \\ &= \\ &\text{Montant de l'avance} \times (X - 65) / 15 - \text{avance déjà remboursée} \\ &\quad (\text{Avec } X = \text{le \% d'avancement des prestations}) \end{aligned}$$

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

7. Règlement des comptes au titulaire

7.1 Modalités de règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations le mois précédent par le titulaire.

7.1.1 Demandes de paiement

- Demande de paiement d'acompte :

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.2 du CCAG FCS, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- La retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- Les pénalités éventuelles pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- Solde du contrat :

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 20005796600018.

Avant tout dépôt sur Chorus, les factures doivent être validées par nos services via un système de préfacturation. En cas de dépôt des factures sous Chorus sans accord de nos services, le Titulaire s'expose à un refus systématique des factures.

En cas d'erreur de facturation, le Titulaire s'expose à une pénalité.

7.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par l'accord-cadre) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

7.4 Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

8.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de

commande.

8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

8.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire s'engage à fournir suite à l'exécution des prestations toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

8.4 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

8.5 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

9. Réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent CCAP prévoit plusieurs clauses de réexamen, sans qu'il en découle un droit à modification pour le Titulaire, ni un bouleversement de l'économie du marché ou une interruption de son exécution, dans les cas suivants :

9.1 Evolution de la réglementation

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire a l'obligation de respecter les normes et la réglementation en vigueur.

En cas d'évolution ou de changement substantiels de la réglementation relative aux prestations confiées au Titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre, les Parties se rencontreront afin d'examiner les conditions de poursuite de l'accord-cadre notamment

financières et en termes de délais.

Les Parties acteront des modifications de l'accord-cadre dans un avenant selon les principes suivants :

- Les conséquences financières et de délais d'un changement de législation ou de réglementation ayant fait l'objet d'une annonce officielle avant le dépôt de l'offre du Titulaire sont supportées par le Titulaire ou bénéficient à ce dernier ;
- Les conséquences financières et de délais d'un changement de législation ou de réglementation ayant fait l'objet d'une annonce officielle après le dépôt de l'offre du Titulaire sont supportées par le pouvoir adjudicateur (à la condition que le Titulaire justifie techniquement et financièrement de l'incidence de ce changement de législation ou de réglementation sur ses prestations) ou bénéficient à ce dernier.

9.2 Disparition ou évolution d'un indice de révision de prix

En cas de disparition de l'un des indices de révision du prix des prestations visés par le présent marché, le calcul de la ou des formules de révision s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du Titulaire et après l'accord du Pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le Titulaire devra informer le Pouvoir adjudicateur de la modification de la définition et de la composition de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation ou de la disparition d'un paramètre dans un délai maximal d'un mois (01) à compter de la publication faisant apparaître, pour la première fois, la modification ou la disparition du paramètre. En outre, il devra assortir l'information au Pouvoir adjudicateur d'une proposition d'avenant, fondée, lorsqu'elles existent, sur les recommandations des pouvoirs publics annexées à ladite proposition.

9.3 Défaillance d'un membre du groupement

9.3.1 Remplacement d'un membre défaillant

Le mandataire (ou l'ensemble des membres dans le cas d'un groupement solidaire) doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

Afin de prendre en compte cette défaillance, un avenant à l'accord-cadre, auquel sera annexé un arrêté des comptes, sera conclu entre les entreprises restantes et le pouvoir adjudicateur.

Le mandataire peut également présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants aptes à fournir les prestations initialement prévues. Il est alors fait application des articles R. 2193 et suivants du code de la commande publique : le pouvoir adjudicateur doit préalablement agréer le(s) sous-traitant(s) et accepter les conditions de paiement. Le mandataire agit alors en qualité d'entrepreneur principal et demeure responsable de la bonne exécution par le sous-traitant des obligations résultant de l'accord-cadre.

9.3.2 Remplacement du mandataire défaillant

Lorsque l'entreprise défaillante est le mandataire du groupement, les cotitulaires du marché doivent proposer au pouvoir adjudicateur un nouveau mandataire choisi parmi eux. Le pouvoir

adjudicateur informera, le cas échéant, le comptable assignataire du changement intervenu si un compte unique a été ouvert au nom du groupement.

Les membres du groupement peuvent également présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants aptes à fournir les prestations initialement prévues pour le mandataire dans le respect des conditions de l'article R. 2193-3 et suivants du code de la commande publique : le pouvoir adjudicateur doit préalablement agréer le(s) sous-traitant(s) et accepter les conditions de paiement.

9.4 Modification des prestations prévues au bordereau des prix unitaires

Les prestations faisant l'objet de bons de commande sont détaillées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander de manière exceptionnelle d'autres prestations entrant dans l'objet du présent accord-marché en fonction de besoins nouveaux qui pourraient survenir en cours d'exécution ou en cas d'obsolescence d'une référence, sous réserve que les prix nouveaux se rattachent à une famille de prix existante, et aient un lien direct avec l'objet de l'accord-cadre.

En cas de besoin d'un nouvel article ne figurant pas dans le bordereau initial, le pouvoir adjudicateur adresse une demande par courriel au Titulaire, afin qu'il remette un devis pour cet article. Le Titulaire a 10 jours calendaires pour répondre à la demande du Pouvoir adjudicateur, par l'envoi par courriel des lignes du BPU abondées et valorisées.

En cas d'accord sur ces prix, le pouvoir adjudicateur notifie au Titulaire un avenant avec ces prix supplémentaires et un BPU à jour, en indiquant sa date d'application.

En outre, dans l'hypothèse de l'apparition de produits innovants similaires/substituables à ceux commandés dans le marché initial, l'accord-cadre pourra être modifié après justification du Titulaire de l'innovation des nouveaux modèles proposés et après acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis proposé par le Titulaire.

Le recours à des évolutions du BPU doit rester limité. En tout état de cause les modifications projetées ne sauraient avoir pour effet de bouleverser l'économie du présent accord-cadre, d'entraîner une modification du montant maximal de l'accord-cadre ou d'en changer l'objet.

10. Respect des principes de laïcité et de neutralité

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent accord-cadre, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent accord-cadre respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance concernés.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 200 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

11. Reprise du personnel

Les dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail et les stipulations de la convention collective nationale des activités du déchet sont susceptibles de s'appliquer au présent accord-cadre.

S'agissant de la reprise du personnel dans le cadre de l'actuel marché, la liste du personnel susceptible d'être repris, au titre de la convention collective de ce secteur est détaillée dans le tableau annexe au DCE.

Le titulaire devra fournir dans les rapports annuels une liste à jour de ses effectifs présentant le détail de leur rémunération.

Conformément à la réglementation sociale en vigueur, le statut social des personnels ainsi que les avantages acquis seront maintenus.

À cet effet et à la demande de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, le Titulaire sortant, devra communiquer sous 30 jours un tableau exhaustif et détaillé par site de la masse salariale à reprendre au titre du Marché.

Ces informations seront communiquées par l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris lors du renouvellement du Marché, si elle le juge nécessaire. À défaut de réponse dans le délai imparti, le Titulaire subira une pénalité forfaitaire par jour de retard. Tout jour entamé est dû.

A la demande de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris, le Titulaire sortant, doit également transmettre sous 30 jours, les dernières dispositions discutées dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires. Ces informations seront communiquées par l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris lors du renouvellement du Marché, si elle le juge nécessaire. À défaut de réponse dans le délai imparti, le Titulaire sortant, subira une pénalité forfaitaire par jour de retard. Tout jour entamé est dû.

12. Clause sociale d'insertion obligatoire

12.1 Contenu de la clause sociale d'insertion

En application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le présent marché comporte une clause sociale d'insertion obligatoire visant les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Aussi, dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à réserver des heures de travail au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi telles que définies à l'article 12.3 du présent CCAP.

12.2 Le volume d'heures d'insertion à réaliser

Le titulaire s'engage à réaliser, sur la durée d'exécution du marché, reconduction comprise, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières à hauteur de cinq heures de travail par tranches de 10 000 € H.T. de prestations facturées. L'exécution de la clause d'insertion peut ne pas être immédiate. L'entreprise peut attendre de cumuler plusieurs dizaines d'heures d'insertion pour débiter l'exécution de sa clause. Le démarrage doit obligatoirement intervenir quand elle totalise 150 heures. L'entreprise doit alors réaliser les heures d'insertion dues depuis le début de l'exécution du marché. A l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion dans l'entreprise. Si une partie des prestations est sous-traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées. La part des heures d'insertion sous-traitées doit l'être à due proportion de la part d'activité sous-traitée.

Le titulaire reste l'unique et seul responsable de l'exécution de la clause d'insertion vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

12.3 Publics éligibles à la clause sociale d'insertion

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus à Pôle emploi - catégorie ABC)
- Les allocataires d'un minima social dont le revenu de solidarité active (R.S.A), l'allocation de solidarité spécifique (ASS), l'allocation aux adultes handicapés (AAH), l'allocation pour demandeur d'asile (ADA)...
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 3 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi, notamment par la voie du contrat d'apprentissage.
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers
- Les personnes domiciliées dans un quartier politique de la ville

En outre, le facilitateur désigné dans le présent document peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé d'un organisme prescripteur ou d'un partenaire de l'emploi et de l'insertion du territoire.

L'éligibilité des publics doit être établie et validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales d'insertion mentionné aux présentes préalablement à la signature du contrat de travail et à la mise à l'emploi.

12.4 Les modalités de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion

Trois solutions sont proposées :

- la mise à disposition de salariés,
- l'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché,
- le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou une structure du travail protégé et adapté (STPA).

Dans le cas de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une Association Intermédiaire (AI),
- d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ou d'une entreprise de travail temporaire (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail),
- d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)

12.5 Comptabilisation des heures d'insertion

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification du marché au titulaire par le pouvoir adjudicateur et se clôturera à la date de fin de marché.

La durée maximale de comptabilisation des heures d'insertion pour une même personne est limitée à 24 mois.

A l'issue de la période d'insertion, le titulaire s'engage à étudier toute possibilité d'embauche

de(s) personne(s) bénéficiaire(s) de la clause d'insertion.

Pour les personnes embauchées en CDD de plus de 6 mois ou en CDI, à l'issue d'un contrat de travail lié à une clause sociale d'insertion, la comptabilisation des heures pourra aller jusqu'à 24 mois à compter de la signature du CDD ou du CDI.

Sera comptabilisée toute heure de travail réalisée sur l'opération et dûment payée au salarié ou à la structure dans le cas de mise à disposition ou de sous-traitance/co-traitance.

Pour les contrats en alternance, on comptabilisera également les heures de formation.

12.6 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion, L'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris, a mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache de :

Madame Yamina BENGHOUBA,
Facilitatrice des clauses sociales d'insertion
Vallée Sud Économie & Emploi
42 avenue Aristide Briand à Anthony
LD : 01.55.59.55.15 / Port : 06.99.50.50.89 / mail : frederic.tricot@valleesud.onmicrosoft.com

La facilitatrice des clauses d'insertion accompagne notamment le titulaire du marché pour :

- Le choix de la modalité de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion et pour les mises en relation liées à ce choix ;
- La recherche et la validation des candidats correspondants aux critères d'éligibilité définis ci-dessus ;
- Le repérage des SIAE ou STPA susceptibles d'être sous-traitantes ;
- La validation des heures d'insertion réalisées ;
- L'établissement des attestations de réalisation des objectifs ;
- L'assistance nécessaire à la mise en œuvre des obligations d'insertion.

12.7 Le contrôle et le suivi des heures d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Le titulaire fournit, à la facilitatrice, tous les trois mois, tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

Si l'entreprise passe par une structure qui pratique de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmet au facilitateur les relevés des heures réalisées.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, l'établissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris peut, à tout moment, décider à tout moment de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise attributaire

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) la facilitatrice mentionnée à l'article 12.6 du CCAP.

Dans ce cas, la facilitatrice étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

12.8 Les Conditions de suspension de l'application de la clause d'insertion

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution de la clause sociale d'insertion. Cette décision est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis par la Direccte ou le juge.

12.9 Les pénalités spécifiques au non-respect de la clause d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira les pénalités telles que détaillées à l'article 14 du CCAP.

13. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

13.1 Opérations de vérification et décisions

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

13.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

14. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités suivantes sont susceptibles d'être appliquées :

Article Correspondant	Infractions	Montant
2.1.2	Manquement dans l'information sur les interruptions temporaires ou définitives du service, dans la proposition de solutions acceptables de remplacement et/ou de gestion de celles-ci	200 € par infraction constatée

2.1.4	Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité et des règlements en vigueur (Code du travail, code de la route)	200€ par infraction
2.1.6	Entrave aux opérations de contrôle : entrave à l'accès à toute information ou document relatifs à l'exécution du marché, ou aux locaux du Titulaire, cotraitants ou sous-traitants après une mise en demeure restée sans effet pendant 48h	1000€ par infraction
3.1	Refus complet de vidage d'un camion	500€ par camion
3.1.2	Impossibilité de réception aux jours et horaires prévus par l'accord-cadre	100€ par heure
3.2.4	Non-respect d'une facturation ne respectant pas la clé de répartition définie par la caractérisation déchets mêlés	500€ par erreur constatée
3.4.1	Délai d'attente pour le vidage des bennes supérieure à 1 HEURE	100 € par camion
3.4.2	Manquement dans la procédure de déclassement	100 € par infraction constatée
3.4.3	Manquement dans la procédure de pesée	200 € par infraction constatée
3.4.4	Indisponibilité de stockage dédié	1500€ par jour calendaire
4.1.2	Non réalisation de campagne de caractérisation des déchets mêlés	1000€ par jour calendaire
4.3 à 4.5	Non-respect de la valorisation de déchets recyclables (verre, bois, etc...)	50€ par tonne non recyclée
4.6	Non-transmission des certificats annuels de valorisation	50€ par jour calendaire de retard
4.7	Refus de déchets triés auprès de la filière de recyclage, non-respect des Prescriptions des matériaux recyclables	1000€ par déclassement constaté ou refus
4.7	Vente par le Titulaire et à son profit de matériaux recyclables correspondant à la perte de recettes dans le cadre du contrat des écoorganismes et/ou des contrats de reprise des matériaux	100€ par tonne vendue
5.1	Non-accessibilité à l'intranet du Titulaire	200€ par jour calendaire de retard
5.2	Retard dans la transmission des comptes rendus mensuels d'exploitation (par email et par courrier)	200€ par jour calendaire de retard
5.3	Retard dans la transmission des tonnages mensuels ou des justificatifs des tonnages (par jour de retard)	50€ par jour de retard
5.4	Erreur de facturation	50 € erreur constatée
6	Non-respect des délais de fin de l'accord cadre	1000€ par infraction constatée
12	Non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire d'insertion non réalisée.	30 € par heure
12.7-11	En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'action d'insertion ou des renseignements relatifs à la reprise du personnel	100€ par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

15. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

16. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

17. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

18. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet »

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

19. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

19.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

19.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'accord cadre est conclu sans minimum en montant. Par conséquent, par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, aucune indemnité sera versée au titulaire.

20. **Dérogations aux documents généraux**

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 14 CCAG FCS par l'article *Pénalités*
- À l'article 3.7 du CCAG FCS par l'article *Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande*
- À l'article 42 du CCAG FCS par l'article *Résiliation pour motif d'intérêt général*.